Pétition

Monsieur le Ministre de l'Education nationale
Monsieur le Recteur de l'académie de Toulouse,
Monsieur l'Inspecteur d'académie de la Haute-Garonne,
Monsieur l'Inspecteur de l'Education nationale de St-Gaudens,

Nous, parents d'élèves de l'école ....., enseignants, citoyens, élus demandons l'arrêt des suppressions des emplois dans l'Education nationale.
Cette année, pour satisfaire à l'exigence fixée par le ministère de fermer 14 000 postes dans l'Education, l'inspecteur d'académie de la Haute-Garonne a prioritairement choisi d'anéantir l'aide spécialisée apportée aux élèves en difficulté.
Pour nous qui vivons en zone de montagne, la conséquence est claire. Fermer les postes de maître E et G revient de facto à supprimer toute possibilité d'aide spécialisée à dominante psychopédagogique ou ré-éducative dont ont besoin certains de nos enfants. Nous qui étions déjà démunis de services de soins spécialisés pour nos enfants, nous sentons maintenant abandonnés par les services de l'Etat.

Nous ne pouvons l'accepter.

Nous vous rappelons le devoir de l'Etat :
« La Nation garantit l'égal accès de l'enfant et de l'adulte à l'instruction, à la formation professionnelle et à la culture. L'organisation de l'enseignement public gratuit et laïque à tous les degrés est un devoir de l'Etat. » (1).

Mais aussi la Convention Internationale des droits de l'enfant *(2)* :
Article 3 : Tu as droit au bien être
1) Toutes les décisions qui te concernent doivent tenir compte de ton intérêt.
2) L' État doit te protéger et assurer ton bien-être si tes parents ne peuvent le faire.
3) L' État est responsable des institutions (école, police, justice...) chargées de t'aider et de te protéger.
Article 4 : Tu as droit à l'exercice de tes droits
L' État doit faire le nécessaire pour que tu puisses exercer tous les droits qui te sont reconnus par cette Convention.

Par vos méthodes irresponsables, vous dérogez aux missions qui vous incombent. Vous mettez en péril des générations d'élèves, vous sacrifiez nos enfants sous le seul aspect purement comptable.

Nous exigeons le maintien et le renforcement du Réseau d'Aide Spécialisée aux Élèves en Difficulté.
Nous exigeons l'arrêt des suppressions d'emplois et la création d'autant d'emplois, l'arrêt de toutes les contre-réformes depuis 2005, la mise en place d'un moratoire sur les fermetures d'écoles ou de classes, un état des lieux citoyen sur les enjeux du système éducatif public.

(1) *Treizième alinéa du préambule de la Constitution du 27 octobre 1946, confirmé par celui de la Constitution du 4 octobre 1958*
(2) *Ratifiée par la France le 7 août 1990*

Nom :	Prénom :	Statut :	Adresse :	Signature :

<u>Pétition à retourner au plus tard le 9 mars 2012</u> à M. DUCROS Olivier (FCPE)11 rue Garavé 31110 LUCHON